L'Anarcho-Syndicaliste n°39
octobre 1980
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes

LA VIE D'UN JUIF...

Ils étaient 300.000 à Paris et nombreux en province à manifester la réprobation unanime après l'inqualifiable attentat de la rue Copernic. Une telle réaction vis à vis des relents antisémites du nazisme dégage une impression rassurante.

Pourtant les manifestants rentrés, les banderoles rangées, les échos de l'incantation *"le fascisme ne passera pas"* peuvent laisser septique.

L'histoire s'inscrit sur un corps social vivant, elle ne se répète jamais de façon stéréotypée. Il n'est guère probable que le fascisme renaisse sous la forme de chemises brunes et de croix gammées.

Mais qu'est-ce que le fascisme? Rien n'implique que cela commence nécessairement par la violence. Pour s'instaurer il utilise autant qu'il peut les moyens légaux comme le firent Mussolini au Parlement et Hitler au Reichstag. Il prend appui sur une base populaire angoissée par la crise et déçue par les organisations ouvrières. Il se présente sous des auspices de gauche et revendique l'épithète *"socialiste".* Il exarcerbe le sentiment national et proclame *"l'intérêt national"* exclusif de tout intérêt particulier (essentiellement celui des travailleurs). Il substitue à la démocratie de délégation, qui préserve l'autonomie des organisations ouvrières, la *"démocratie de participation"* qui exige une responsabilité individuelle dans la gestion de la communauté à tous les niveaux.

Après avoir nié l'utilité d'organisations spécifiques de la classe ouvrière, il finit logiquement par les interdire comme des résidus de mœurs périmées et comme néfastes à la sauvegarde du Bien commun.

C'est alors que la contrainte morale se transforme en contraintes physiques et que les militants ouvriers suivis d'autres *"antinationaux"* se retrouvent derrière des barreaux, dont le périmètre s'accroît çn fonction de la tension sociale pour devenir des camps de concentration (officiellement camps de rééducation).

"Le fascisme ne passera pas"? Convenons simplement qu'il porterait un autre nom... Parmi les milliers qui défilaient l'autre soir, de l'U.D.F. au P.C., du R.P.R. à la FEN, certains se sont grisés de ce bain d'*Union nationale*, beaucoup seront amers à l'égard des partis de gauche au lendemain des présidentielles, beaucoup parlent déjà de communauté, d'équipes, de conseils et autres structures corporatistes d'autogestion... sans compter les catholiques de *"Laissez les vivre"* qui s'étonnaient dans un tract de ce qu'on puisse *«juger insupportable l'assassinat d'un adulte et afficher la plus belle indifférence devant l'assassinat quotidien des petits enfants de France»,* attribuant ainsi à la vie d'un juif le même prix qu'à la germination d'un ovule (français).

Serge MAHE.

APRÈS SON CONGRÈS DE TROYES LA LIBRE PENSÉE VA-T-ELLE, À SON TOUR, SE "RECENTRER"?

La *LIBRE PENSÉE*, par son origine, sa nature, ses principes fondamentaux et son histoire - parallèle, d'ailleurs, à celle du mouvement syndical - peut être considérée comme une organisation ouvrière. Elle lutte dans un domaine particulier, celui de l'anticléricalisme, de l'antireligion et de la libération de l'individu sur le plan idéologique. Son action, ses prises de position ne restent pas au niveau individuel, mais ont une implication nécessairement élargie au plan social. La *LIBRE PENSEE* se définit d'ailleurs comme une *"Association populaire de recherche philosophique et d'action sociale"*. Pour ces raisons, les Anarcho-Syndicalistes sont attentifs à son évolution et à ses interventions, d'autant que cette organisation reste un des bastions de la défense laïque.

Les Libres Penseurs, réunis en congrès à Troyes fin août, avaient à discuter du rayonnement de leur organisation. L'évolution, ou plutôt les nouvelles formes d'intervention du cléricalisme, exigent une riposte adaptée. Les structures centenaires, les habitudes de pensée et d'action de la LIBRE PENSÉE ne s'y prêtent peut-être pas aussi bien que ses militants le souhaiteraient. La discussion qui s'est déroulée pendant les quatre jours de congrès a donc été fondamentale dans la mesure où elle a conduit à réexaminer les principes mêmes de l'organisation. Les Anarcho-Syndicalistes ne se permettront pas de juger, de l'extérieur, de ce qui convient le mieux aux Libres Penseurs comme forme d'organisation. Ils sont pour cela trop respectueux de l'indépendance des mouvements qui mènent, comme eux, une lutte d'émancipation de l'individu et de défense de la laïcité. Mais, justement, cette indépendance, les Libres Penseurs ne sont-ils pas eux-mêmes en train de vouloir la perdre? C'est ce qu'on peut craindre, à la fois pour eux et pour l'ensemble des véritables laïques. En effet, le discours d'orientation générale du Président Roger LABRUSSE n'a pas manqué de provoquer un réel malaise parmi de nombreux congressistes.

Serait-il question, dans le but d'acquérir une audience à la mesure de ses espérances, de se mieux raccrocher aux basques des grands frères, les partis *"de gauche"*... juste après que ceux-ci ont montré tout ce dont ils étaient capables dans le domaine de l'allégeance au chef de la catholicité? Serait-il question, pour les mêmes raisons, de vouloir réhabiliter l'appareil de la C.F.D.T., de nier que la nature de cette organisation est fondamentalement contraire aux intérêts de la classe ouvrière... juste après que Edmond MAIRE s'est déclaré, lors de la discussion sur l'aménagement du temps de travail, favorable à ce que l'on *"remplace un certain nombre de garanties législatives en partie contraignantes et dépassées"*?

Souhaitons avoir mal compris certains passages de ce discours d'orientation qui n'a d'ailleurs, heureusement, pas été soumis au vote du congrès, malgré le vœu de son auteur. Souhaitons surtout que les militants eux-mêmes sachent maintenir le cap et défendre bec et ongles l'indépendance de leur mouvement, car personne ne peut le faire à leur place. Souhaitons enfin que la LIBRE PENSÉE puisse rester cette rare organisation où, selon les paroles d'un congressiste, prêtre défroqué, *"on est sûr de ne pas rencontrer un seul bigot".* Car, n'en doutons pas, l'abandon d'une certaine rigueur de principes, pour faire plaisir à tels appareils politiques, le refus de l'application complète de ces principes, pour ne pas en chagriner d'autres, mèneraient vite à l'invasion de l'organisation par les curés de toutes les couleurs, comme on l'a vu pour tant d'autres mouvements, pourtant réputés progressistes ou laïques. Ainsi n'a-t-on pas entendu, au cours du congrès, dire que "*la F.E.N. ne comprendrait pas que la Libre Pensée condamne les conseils d'école"*? Est-il dans l'ordre des choses que la *Libre Pensée* craigne de déplaire à MARCHAIS, MITTERAND, ROCARD, MAIRE ou HENRY?

On peut regretter, en raison sans doute de cette volonté de réancrage dans les eaux troubles du parlementarisme *"de gauche"*, la pâleur du chapitre *"laïcité"* de la résolution générale (par comparaison, les résolutions sur l'éducation adoptées au dernier congrès F.O. - voir *"l'Anarcho-Syndicaliste"* de mai-juin dernier - apparaissent comme ultra-révolutionnaires). Mais, fort heureusement, rien n'est joué. Ce dérapage, que nous espérons passager, n'empêche pas la Libre Pensée de demeurer ce qu'elle est: une organisation militante toujours à la pointe de la lutte laïque. C'est en effet en son sein et autour d'elle que l'*Appel aux Laïques* a recueilli le plus de signatures; c'est essentiellement grâce à elle qu'il a pris une dimension nationale. Le congrès de Troyes a d'ailleurs décidé de poursuivre l'action dans ce domaine et de s'associer au collectif qui sera mis en place pour décider de la suite à donner à cet *Appel* national. Gageons qu'à l'occasion du centenaire

de l'école publique, auquel la *Libre Pensée* a décidé de consacrer la plus grande part de son énergie, cela saura se concrétiser. De même, l'action concrète entreprise par la Libre Pensée en Alsace contre le scélérat statut scolaire concordataire a été très posivite.

Nous sommes persuadés que, si besoin est, les Libres Penseurs sauront eux-mêmes remettre leur propre pendule à l'heure. Ils l'ont d'ailleurs en partie montré en décidant d'adopter le thème de réflexion suivant pour leur prochain congrès:

"La lutte anticléricale n'est ni dépassée ni périmée, mais il existe un anticléricalisme bourgeois et un anticléricalisme socialiste. Une église libérale? Adaptation superficielle et opportuniste, mais, dans sa volonté de domination et son intolérance, le cléricalisme ne désarme pas".

Notre espoir et notre confiance dans la capacité des militants Libres Penseurs de rester eux-mêmes et de résister à la colonisation de leur organisation ne participent pas de la foi. Ils sont fondés sur la lecture du chapitre *"actualité"* qui conclut la résolution générale adoptée à la quasi-unanimité du congrès de Troyes et que les Anarcho-Syndicalistes ne peuvent qu'approuver:

«La LIBRE PENSÉE a toujours conscience que les principes sociaux des religions sont toujours aussi contradictoires avec les intérêts des opprimés. Les Libres Penseurs, au-delà de l'apparence des événements, dénoncent la fonction fondamentalement réactionnaire des religions.

En Amérique du Sud, sans faire de référence particulière à l'un ou l'autre pays, l'attitude du clergé dit progressiste, loin de permettre une réelle émancipation des travailleurs, tend au contraire à détourner l'expression révolutionnaire à son profit. L'engagement politique des clercs dits progressistes ne saurait représenter la politique réelle de l'Eglise qui reste toujours l'alliée inconditionnelle du capitalisme et du militarisme. "Le Christ n 'est pas fauteur de subversion " (Jean-Paul II à Puebla). Les Libres Penseurs saluent tous les démocrates d'Amérique latine, et en particulier ceux de Bolivie et du Salvador, qui, malgré la répression militaire sanglante, mènent le combat contre le fascisme. Ils s'inclinent devant toutes les victimes de cette sanglante répression.

Chien de garde de l'ordre établi en Amérique latine, l'Eglise joue le même rôle dans les pays où le capitalisme a été aboli. En Pologne, après avoir semblé soutenir les ouvriers en lutte pour leurs justes revendications sociales et politiques, le Primat de Pologne - comme l'avait déjà fait son prédécesseur WOJTYLA en 1976 - a ensuite assigné à l'Eglise son rôle traditionnel, celui de briseur de grève.

La contre-révolution cléricale, fanatique, obscurantiste et sanglante est également en marche en Iran.

En Afghanistan, les masses populaires, bien que manipulées par les dogmatistes islamiques, mènent néanmoins une lutte d'émancipation. Les Libres Penseurs ne peuvent que condamner une intervention militaire qui noie dans le sang un mouvement populaire».

D. PELLETIER.

"...UN RÔLE PRÉCURSEUR": LA MAISON FAMILIALE DE MACHECOUL.

Exemplaire à plus d'un titre, la *Maison Familiale Artisanale* de Machecoul (Loire-Atlantique) et ses péripéties. Les informations reproduites ci-dessous sont extraites d'un copieux dossier publié par l'*Ouest-Syndicaliste* (organe de l'UD-FO 44) du 1er octobre.

Les *Maisons Familiales* sont des *"centres de formation"* qui fonctionnent dans le cadre de la loi Royer concernant l'apprentissage. Les *Maisons Familiales agricoles et horticoles* dépendent du Ministère de l'Agriculture et du service de l'Agronomie, les *Maisons Familiales artisanales* de l'Éducation Nationale et du Rectorat. Pour ces derniers, depuis 1979, leur statut est celui d'un C.F.A.

Le conseil d'administration comprend des parents et des maîtres de stage. Il veille à la gestion et à la bonne application de la pédagogie. Un exemple d'autogestion.

Le 27 juillet 1937, naissait à LAUZUN, la première *Maison Familiale.* Voulant former - sur les conseils avisés de la hiérarchie catholique - de nouveaux agriculteurs, des chefs de famille, avec l'aide de Monsieur le

Curé du coin, créaient cette première *Maison Familiale,* qui devait proliférer plus tard, et concurrencer l'enseignement public, dans le domaine agricole.

En effet, plus de 30% des jeunes agriculteurs qui s'installent, sortent de ces *Maisons Familiales.* Saluons au passage le dévouement de l'Abbé GRANEREAU, qui s'est dépensé sans compter pour que s'implantent les *Maisons.* Ses efforts sont aujourd'hui couronnés de succès; puisque, conséquence logique, le Syndicat C.F.D.T. notamment est instalé solidement dans les dites *Maisons,* et partant dans les milieux ruraux.

Dès 1947, le Ministère de l'Agriculture reconnaissait ces *Maisons Familiales* et le Ministère du moment, Tanguy PRIGENT, inscrivait une *"ligne Maison Familiale"* dans le budget de son ministère...

L'enseignement dispensé par ces établissements est un enseignement de statut privé. Ils disent eux-mêmes que ce qu'ils font - et ce qu'ils enseignent - aucune administration ne pourrait le faire - et l'idéologie qu'ils diffusent s'articule sur trois axes: *«le droit à la vie, le droit à la compétence, le droit à la différence».*

Signalons que ces *Maisons* sont financées un peu par les mairies de la République, un peu par le Conseil Général, un peu par les familles, un peu par le Ministère de l'Agriculture.

Rien d'étonnant donc que le Ministre de l'Agriculture, Pierre MEHEIGNERIE annonçât, à l'occasion de leur 40ème anniversaire, un vif et enthousiaste encouragement: *«Il ne paraissait pas possible que le Ministre de l'Agriculture ne vienne pas apporter au Congrès le témoignage de sa sympathie et de ses encouragements»*...

1937 était l'année de la création des *Maisons.* Peu après elles étaient approuvées par Emmanuel MOUNIER, proche des thèses de PÉTAIN, théoricien de la C.F.D.T.

La pédagogie de l'alternance

La pédagogie des *Maisons Familiales* associe un enseignement à l'école, avec des stages en entreprise (ou dans des exploitations agricoles et horticoles). Le placement se fait en fonction du choix professionnel de l'élève, souvent par la famille.

La *Maison Familiale Artisanale* de MACHECOUL accueille les jeunes de 14 à 16 ans en préapprentissage dans tous les métiers de l'artisanat et en apprentissage de 16 à 1 8 ans en peinture et maçonnerie.

- 14 ans - sortie de 5ème: 1ère année de pré-apprentissage: 24 semaines d'école et 12 semaines de stages. Le maître de stage, chef d'entreprise, accueille le jeune 30 h par semaine, en dehors des périodes de congés scolaires. Il doit avoir un agrément délivré par la Préfecture, ce n'est pas le cas pour les maîtres de stage agricoles et horticoles.

- 15 ans - 2ème année de préapprentissage, toutes professions: 18 semaines d'école, 18 semaines de stage. Le jeune est toujours sous statut scolaire, et ne reçoit pas de rémunération. Il travaille 35 heures par semaine dans l'entreprise.

- 16 à 18 ans - centre de formation d'apprenti. Apprentissage (à MACHECOUL, peinture et maçonnerie). 1 semaine de cours, pour 2 semaines de stage, soit 13 semaines d'école en internat pour l'année scolaire.

Les cours à la *Maison Familiale* tiennent étroitement compte du *"vécu"* du jeune dans l'entreprise. C'est ce que l'on appelle *"les activités liées à l'alternance".*

Une convention collective spéciale:

Préambule:

L'institution des Maisons Familiales n'est pas une simple entreprise, mais une institution qui, par sa pédagogie, le rôle des parents et du milieu, les objectifs de la formation, les rapports avec l'ensemble des membres salariés ayant une fonction éducative directe ou indirecte, entend être profondément différents des structures et méthodes de l'enseignement actuel.

Les parents sont les premiers responsables de la formation de leurs enfants et de la gestion de leur association. Aussi, sont-ils les véritables responsables des conditions d'emploi des divers membres salariés, de leur formation et de leur perfectionnement.

Associés étroitement à la formation des jeunes, en collaboration avec les familles et le milieu, associés à

l'orientation de l'Institution à tous les échelons, les cadres sont véritablement participants responsables engagés dans l'Institution. Ils ne sont donc pas de simples employés et ne veulent pas l'être. Les parents ne souhaitent pas les considérer comme tels, mais comme de véritables associés.

La participation de l'ensemble des membres salariés de l'Institution, implique également, une concertation collective et régulière.

Il est dans l'intérêt des familles associées dans chaque Maison Familiale comme des éducateurs collaborant avec elles, que les relations administratives entre les uns et les autres soient définies et organisées.

C'est pourquoi, l'U.N.M.F.R.E.O., le S.N.C.E.P.A., le S.N.A.T.P.A. ont regroupé dans une Convention Collective, les dispositions qui donnent à tous des garanties et permettent des améliorations futures; l'ordre et la clarté dans les questions matérielles conditionnent l'entente et la confiance mutuelle. (Le préambule n'a pas été signé par le S.N.A.T.P.A.).

De dures contingences matérielles:

Ces associations fonctionnent avec des subventions, taxes d'apprentissage, conventionnement de stages (une somme allouée par heure de formation et par élève) plus une participation des parents. Tout cela forme un budget et c'est en fonction de ce budget qu'est dispensé l'enseignement, autrement dit, on ne part pas des besoins mais du budget, *«celui-ci conduit à des suppressions de poste d'enseignants»,* (c'est le cas à MACHECOUL) et c'est à *«l'équipe de décider lequel d'entre eux doit être licencié (ou plus exactement partir de son propre chef) ou être déplacé ailleurs».*

Procès-verbal du conseil d'administration de Machecoul (14-3-80):

Sujets discutés:

1- scolarité en retard: présentation par le Directeur du point sur les scolarités en retard. Les visites aux familles sont très positives dans l'ensemble; les règlements s'effectuent par chèque et par traites pour des sommes importantes. Les règlements par huissier sont à éviter, car cela entraîne trop de frais et on ne voit pas l'argent rentrer plus vite.

2- subventions C.P.A. et bourses nationales : pour les subventions, c'est toujours l'attente. Le dossier est au ministère et sans réponse pour le moment. Même chose pour les bourses que les familles attendent avec beaucoup d'impatience.

L'attente des subventions conditionne le versement des cotisations salariales à la C.M.S.A. qui nous demande un calendrier de versement de ces cotisations. M. LECUYER demande d'envoyer une réponse par lettre à la C.M.S.A. d'urgence, en proposant un calendrier de versement sur les mois d'avril et mai.

Certaines familles réclament les bourses. Il est certain que celà aiderait pour le recrutement des C.F.A. peintres et maçons.

3- la taxe d'apprentissage: des réponses favorables nous arrivent, mais trop souvent proposées en nature (matériaux, peintures, ciment...).

Le 15 mars étant proche, il faut faire les comptes (à revoir). Pour l'an prochain, un effort sera demandé aux administrateurs, familles et cadres, pour développer la collecte.

4- le recrutement 80-81: en ce moment les demandes de 14 ans augmentent. Où iront-ils l'an prochain? St-Père-en-Retz ou Machecoul? Un effort est fait pour inscrire un groupe de 24 élèves à St-Père-en-Retz et à Machecoul (portes ouvertes, tracts, visites...).

Un envoi par courrier du dépliant C.F.A. aux artisans est à l'étude et serait très positif dans l'avenir.

5- restructuration envisagée: vu le problème financier actuel (20 millions de factures en retard avec salaires du personnel inclus) le président envisage les propositions suivantes: suppression du poste de secrétaire, suppression de 2 moniteurs, remplacement du secrétaire par une personne employée environ 16 h/semaine, installation du téléphone du côté artisanal (ligne réservée), remplacement des moniteurs par un vacataire venant donner des cours de pratique une journée par semaine, les administrateurs trouvent les salaires trop élevés, le président signale que les 18 jours compensateurs doivent comprendre le samedi et la semaine est de 6 jours ouvrables, pour le président, vu le budget actuel, la convention collective doit être assouplie, les moniteurs de service le midi et le soir devront payer leur repas.

Prise d'effet après les vacances de Pâques: le trésorier donne son accord, le taux de la retraite complémentaire (AGRR) doit passer de 4,36% à 1,76%. Est-ce possible? le Conseil est fermement décidé à faire des économies, et à présenter un budget en équilibre pour l'année 80-81, *«une rencontre est proposée avec le Directeur du C.F.A. pour réfléchir sur ces propositions et l'équipe des moniteurs, du secrétaire et de la maîtresse de maison, ceci afin de prévenir le personnel des mesures à prendre. L'échéance du 15 avril étant une date de fin de contrat».*

La lutte des classes reprend ses droits:

Ainsi le conseil d'administration du 14 mars décide le licenciement de 3 personnes sur 7 employées et envisage une remise en cause de la convention collective.

A la fin d'août, les salaires de juillet ne sont toujours pas payés et les conditions d'encadrement pour la rentrée remises en cause.

Le mardi 16 septembre, rejetant le carcan corporatiste dans lequel tout ce système autogestionnaire des Maisons Familiales veut les enfermer, les moniteurs de Machecoul se mettent en grève totale.

Au moment où le contenu même de la formation dispensée est remis ouvertement en cause, pour des raisons de pénurie financière, au moment où les collègues des *Maisons* voisines attendent leur salaire et s'affrontent aux mêmes problèmes, c'est la question de la grève générale des *Maisons Familiales* qui est à l'ordre du jour aujourd'hui.

Le rôle précurseur des *Maisons familiales:*

C'est le Président de la République lui-même qui le déclare dans son message adressé pour le 40ème anniversaire de la création des *Maisons Familiales:*

«Le 40ème anniversaire de la fondation des Maisons Familiales vous inspire légitimement une joie et une fierté auxquelles je vous remercie de m'associer.

Votre institution est en effet exemplaire.

Elle est exemplaire d'abord par l'originalité pédagogique que constitue le principe de l'alternance de la scolarité, tour à tour en milieu scolaire et en milieu professionnel, ainsi se trouve ancrée, comme il se doit, l'école et la vie.

Elle est exemplaire, en second lieu, par la très étroite liaison de vos établissements avec la profession, qui prend une part directe et essentielle à l'enseignement.

Elle est, enfin, exemplaire, aussi par la participation que prennent directement les familles à la gestion des établissements.

Ce modèle pédagogique de rythme scolaire, cette association de la profession, et cette responsabilité des parents constituent trois principes qui figurent parmi les orientations de la réforme de l'ensemble du système de formation des jeunes Français.

Je rends ainsi hommage au rôle de précurseur qu'ont joué les Maisons Familiales.

Je souhaite que les Maisons Familiales continuent, à l'avenir, à apporter à la Nation la même contribution que par le passé, et, à cette fin, que soient trouvées les solutions qui leur permettront de poursuivre leur très utile mission.

C'est une marque d'estime et un témoignage de confiance que le Président de la République vous adresse aujourd'hui».

Travail (avec l'alternance), Famille (associée à la gestion), Patrie (la contribution apportée à la Nation...)

Le vieux triptyque *"liberté, égalité, fraternité"* inscrit au fronton des écoles construites par la 3ème république pouvait faire sourire. Celui qu'on promet de ressortir pour les enseignants des écoles et des lycées autogérés ne manque pas d'inquiéter.

TOUJOURS LE LAPINISME!

Nous entendons dire: *«Il n'y a pas assez de naissances...», «Il n'y aura pas assez de cotisants pour payer vos retraites...», «Un pays qui vieillit...».* Qu'en est-t-il ?

Le gouvernement bourgeois ainsi que les partis dits ouvriers votent dans une unanimité touchante des mesures pour relancer la natalité: le million enchanteur et tentant pour le troisième enfant! Bien entendu les fonds seront fournis grâce aux impôts payés par ceux qui n'ont qu'un ou deux enfants.

Pauvres parents non *"rentables"* vous ne contribuez sans doute pas à la grandeur de la France!

Vient ensuite la demi-part supplémentaire, toujours à partir du troisième... quel que soit le revenu familial! Qui en profite? Certainement pas les familles défavorisées et souvent nombreuses qui ne paient déjà pas d'impôts. Pourquoi tant d'égards pour ce troisième? Que cache toutes ces dispositions?

Les marchés vers l'extérieur se ferment. Les gros producteurs doivent donc trouver de nouveaux débouchés pour leur gourmand portefeuille: il faut créer ou accroître un marché intérieur des produits de première nécéssité. Avant de devenir un éventuel producteur, l'enfant est d'abord un *"inactif"*, mais c'est un consommateur, alors fabriquez en et faites plaisir aux capitalistes, comme sait si bien le dire le moraliste Debré dans *"Le Monde"* (du 28 mars 79):

«Un million d'enfants en moins en prenant la natalité en 1968, voilà une évolution qui brise des chances pour les producteurs de lait, de blé ou de viande, d'objets textiles ou de bicyclettes (pas d'automobiles), pour les constructeurs de maisons ou d'écoles, pour le nombre d'enseignants...» (privés ou publics, M. Debré ?).

Voilà la conception de l'individu selon Debré: des tubes digestifs à bicyclette. En agriculture, nous ne nous suffisons déjà pas et nous importons parfois même du tiers monde! Les pauvres, ils n 'en ont déjà pas assez pour eux!

Pas de danger que le pouvoir exploite la stagnation du taux d'accroissement de natalité pour améliorer la qualité de l'enseignement public: entre autre, par un abaissement des effectifs par classe; pour diminuer la densité au km² de la population des villes; pour améliorer réellement la qualité de notre vie sociale et privée et, surtout, éviter d'accroître le nombre des chômeurs. Parents d'un troisième enfant, tâchez de faire fructifier votre million, vous aurez besoin de ses intérêts pour indemniser vos fils chômeurs et sans assistance dès la sortie de l'école, et qui ne cotiseront même pas pour votre retraite!

Il est vrai que le pouvoir dispose encore d'autres moyens pour contrarier le *"vieillissement de la France"*. Il peut toujours entraver les recherches médicales afin de lutter contre l'allongement de l'espérance de vie au moyen de restrictions, d'un démantèlement des services de la santé publique, de l'établissement d'une médecine pour les riche.

Quant à l'église qui met son nez toujours partout, ses *"rabats joies"* non concernés ne laissent même pas la femme libre de choisir. Ils s'opposent dans les pays à forte densité à ce qu'elle puisse contrôler efficacement sa fécondité.

Le bonheur sur terre ne l'intéresse pas. Au contraire, c'est toujours à l'adresse des masses au pouvoir d'achat minimum que l'église fait entendre *"la vieille chanson qui berce la misère humaine".*

Au lieu de vous laisser prendre à l'argument fallacieux du manque de cotisations pour les retraites, constatez que toutes ces bonnes âmes, qui dès lors qu'il s'agit du pouvoir d'achat des travailleurs, prêchent les restrictions au nom du *"qualificatif"* qu'ils opposent au *"quantitatif",* développent imperturbablement la thèse inverse dès lors qu'il s'agit des individus.

Comment se laisser prendre à tant de cynisme!

Yves COUFFIN

A LA FÉDÉCHIMIE C.G.T. F.O.

Réaffirmant l'orientation exprimée par le dernier congrès confédéral sur les grands problèmes de l'heure, voici le texte de la résolution générale adoptée à l'unanimité à l'issue du Comité National de la Fédéchimie F.O.

Le Comité National de la Fédéchimie CGTFO, réuni à Paris les 4 et 5 octobre 1980:

.... rappelle que les difficultés actuelles proviennent en majeure partie de la stratégie du Capital, qui transfère les productions dans les pays où l'exploitation des travailleurs peut encore être poussée au maximum. C'est pourquoi le Comité National affirme le caractère indispensable et urgent du développement de la solidarité, et du soutien actif de la Fédéchimie CGTFO aux travailleurs opprimés par les régimes dictatoriaux.

SE FÉLICITE de la position de la, CGTFO à l'égard du projet patronal dit "d'aménagement du temps de travail". Il rappelle à ce sujet que le syndicalisme authentique n'a pas vocation à discuter sur des objectifs patronaux. En fait, le but avoué est la remise en cause de la législation sur la durée du travail, des droits et

avantages acquis et de l'organisation syndicale, pour une recherche maximum du profit. Il réaffirme au contraire sa volonté de voir s'ouvrir de véritables négociations pour une diminution effective du temps de travail hebdomadaire et une 5ème semaine de congés payés pour tous sans remise en cause des avantages acquis.

CONDAMNE la politique gouvernementale qui à travers la libération des prix et la police des salaires favorise l'inflation et entame gravement le pouvoir d'achat des salariés.

AFFIRME la nécessité d'une mobilisation des travailleurs avec la Fédéchimie CGTFO contre l'attitude du patronat qui détruit la pratique conventionnelle, en particulier dans l'Atome le Caoutchouc la Chimie et le Verre. .... Le débat actuel sur l'industrie nucléaire met en relief la nécessité de la négociation d'une Convention Collective Nationale du Nucléaire que revendique la CGTFO.

RAPPELLE l'évidence du caractère mensonger et démagogique de la campagne menée par la CGT, la CFDT et la FEN contre la Convention Médicale. Les travailleurs peuvent aujourd'hui mesurer combien a été clairvoyante et utile l'action de la CGTFO pour la défense de leur Sécurité Sociale.

Le Comité National apporte son soutien et sa solidarité aux travailleurs de Pologne qui luttent pour l'existence d'un syndicalisme libre et indépendant. Cette lutte illustre le bien-fondé de principes fondamentaux de la CGTFO.

ENCORE “L’EXEMPLE" YOUGOSLAVE...

Un mensuel vient de publier récemment un article intéressant sur la Yougoslavie, et plus particulièrement sur son *"système éducatif"*. L'article nous apprend notamment: *"Dans les deux ou trois dernières années de l'école "primaire" sont organisés des stages (deux à huit semaines) et des séquences horaires (environ 3h par semaine) en milieu professionnel"* soit, très tôt, exactement l'alternance école/entreprise que nous combattons en France.

Poursuivons: *"L'orientation est libre, ce qui ne va pas sans problèmes, mais appuyée sur un "suivi" dès l'école primaire et l'information donnée chaque année sur les conditions de travail et les perspectives d'emploi".* On est prié de ne pas rire sur cette histoire de "liberté appuyée"... ça signifie quoi, dans la réalité réduirait-on l'instruction directement aux besoins en main d'œuvre?...

Avançons dans notre article; un peu plus loin, on y trouve un chapitre intéressant: “L'AUTOGESTION A L'ÉCOLE” où l'on peut lire:

“Sa gestion tripartite (de l'établissement scolaire) associe les représentants des personnels des élèves et des "usagers" (secteur économique et communauté locale). Budget, politique d'inscription, évaluation (...) sont discutés au sein de ce conseil". CONSEILS D'ÉCOLE, ÉQUIPE ÉDUCATIVE, CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ÉDUCATION, ça vous dit quelque chose? Notons d'ailleurs que ceci assure *"d'un établissement à l'autre dans une même république un revenu à peu près uniforme!".*

L'école réduite aux besoins en main d'œuvre, le contrôle *"pédagogique"* du *"secteur économique et de la communauté locale",* l'absence de statut solide pour les enseignants... c'est bien la GESTION TRIPARTITE! Tiens à propos, pour plus de clarté: cet article, qui se veut sympathique, est extrait de *"l'Enseignement Public",* n° de rentrée. Le journal de la F.E.N. Et, puisqu'ils le disent: *"le projet éducatif fédéral, dont bien des propositions rejoignent des préoccupations qui ont présidé à la réforme yougoslave de l'éducation".* Bientôt, on ne dira plus *"Où va"* mais *"Où est la F.E.N."*. Mais il est vrai, en Yougoslavie, à défaut de laïcité, on a *"le socialisme",* et l'autogestion généralisée s'accorde sans problèmes avec le pouvoir du P.C. local, la *"Ligue des communistes".*

Et le syndicalisme, dans ce pays de cocagne dont certains de nos amis sont réfugiés politiques? Et bien: *"La confédération des syndicats œuvre en vue de la réalisation du rôle décisif de la classe ouvrière tant sur le plan des rapports économiques (quel langage) que sur celui de la gestion des affaires sociales (ça, par contre, c'est net). Le taux de syndicalisation est très fort puisqu'il s'élève à 96% de la population active".*

La *"centrale unique de tous les travailleurs"*. Un *"syndicat officiel"* qui gère, 2ème administration,... tout en contestant un peu, juste ce qu'il faut. Une institution du régime. C'est beau, l'autogestion. Et c'est l'idéal des dirigeants de la F.E.N.

J. FABRE

NOUVELLE BRÈVE...

Trois fois quinze:

15% d'inflation cette année... 15% d'économie d'énergie dans les services publics (par exemple les hôpitaux et les écoles...), 15° au dernier conseil des ministres, pour donner à notre peuple l'image de l'Etat pur, l'exemple de l'austérité qui vient d'en haut...

Si la solide constitution de nos hommes d'Etat leur permet d'affronter vaillamment les deux premières épreuves, il n'en fut pas de même pour la troisième.

Le résultat de cette témérité fut un gros rhume dont notre Président, la voix enrouée et la goutte au nez, ne put cacher le syndrome devant les Chinois et des millions de téléspectateurs lors de son voyage à Pékin. Une représentation vraiment dommageable à un grand pays comme la France.

D'autant plus qu'au spectacle de ce Président qui venait du froid, les Chinois, qui aiment à se casser la tête, n'ont pas manqué de se demander pourquoi les Français préfèrent dépenser en médicaments ce qu'ils essaient d'économiser en chauffage gageons qu'ils sauront discerner la différence de nature qui existe entre une perte de devises pour les groupes pétroliers et une augmentation des charges de sécurité sociale payée par les salariés.

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
Organe de l'*Union des Anarcho-Syndicalistes*
Nouvelle Série
Prix: le numéro, 3,00 F; Abonnement 10 numéros: 30,00 F; Abonnement de soutien: 60,00 F
C. C. P. PARENT Nicole N° 61 12 15 G LYON.
CORRESPONDANCE: L'Anarcho-syndicaliste, BP132, 44800 St-HERBLAIN -
Le Gérant : A. HEBERT
Imprimerie BLUTEAU - NANTES